

Regarder, comprendre et affronter la crise

La CERCA a été créée en 1995 à la suite du synode diocésain. Ce groupe qui compte des catholiques et des protestants propose des clefs d'analyse de certains sujets d'actualité qu'il revisite également avec un regard chrétien.

Le mot crise ne cesse de s'inviter dans nos discussions. Et pour cause : c'est bien elle qui durcit notre quotidien et assombrit notre avenir. Mais la répétition d'un mot ne suffit pas à saisir toute la réalité qu'il recouvre. Au contraire même, elle finit par saturer notre regard sinon à le détourner. Réaction d'autant plus « naturelle » que cette crise prend des apparences très techniques qui découragent *a priori* nos efforts de compréhension. Posons-nous pourtant la question de savoir de quoi la crise est le nom, d'en décrypter les mécanismes et de livrer quelques éléments de discernement puisés aux sources de notre foi de chrétiens.

De quoi la crise est-elle le nom ?

Cette interrogation ne procède en rien d'un exercice sémantique mais bien d'un besoin de clarification, indispensable sur le plan éthique et politique. En cherchant à la nommer, nous nous rendons compte à quel point cette crise que nous traversons prend beaucoup de visages : elle est financière, économique, sociale, environnementale et politique.

Notre département, notre pays, notre Europe et notre monde sont tous, à des degrés divers, plongés dans cette crise plurielle. La plus bruyante, mais sans doute la plus obscure aussi, est celle dont les médias bruissent de tant d'informations : il s'agit de **la crise financière** qui a connu deux temps. Le premier, à partir de 2007, a été celui de la crise bancaire qui, selon des mécanismes maintenant très clairs, a ensuite aggravé la crise de la dette des Etats (dette souveraine). C'est le deuxième temps de la crise financière, crise des dettes publiques celle-ci, dans lequel nombre d'Etats se trouvent englués aujourd'hui, particulièrement ceux de la Vieille Europe.

Aussi prégnante soit-elle, cette crise financière n'a de réelle gravité que dans la mesure où elle approfondit **la crise économique** - le deuxième visage de la crise - que les mots de récession et de désindustrialisation scandent chaque jour. Evidemment, de cette crise économique découlent des maux dont les symptômes sont multiples et surtout plus immédiatement saisissables dans notre quotidien : il est un fait qu'un Etat endetté et un système bancaire plus frileux réduisent leur soutien à l'économie, précipitant le « passage à la trappe » de nombre de nos concitoyens. Ainsi le chômage et la grande précarité frappent avec force à la porte de nos vies.

Cette **crise sociale** – troisième visage de la crise – concerne donc l'un des fondements mêmes de la dignité humaine, le droit au travail, minant en retour le vivre ensemble car, si le principal facteur d'intégration sociale est grippé, il est alors difficile de bâtir durablement un ensemble social harmonieux. Rien d'étonnant alors à ce que la crise prenne aussi les apparences d'une **crise politique** aux manifestations diverses qui vont de la désertion électorale à la tentation des idéologies de repli.

Tout cela est bien lourd. Et pourtant : à cela s'ajoute une **crise environnementale** sans précédent qui se traduit par une raréfaction des ressources et un réchauffement planétaire dont l'humanité est responsable. Nous ne pouvons pas oublier non plus **la crise du sens** qui affecte nos sociétés. Par exemple, peut-on parler de mérite quand des fortunes s'envolent au gré des diverses bulles (qu'elles soient financières, immobilières ou autres) et que tant d'hommes et de femmes voient leurs qualités et leur dignité déconsidérées sinon niées ?

Des mots sur les maux

A la fin des années 1920, une grande crise financière a débouché sur une crise économique, sociale, politique et géopolitique avec l'émergence du III^{ème} Reich puis le basculement dans la Seconde Guerre mondiale. Tout a commencé avec la ruine d'un système financier atteint de folie aux Etats-Unis pour finir sur les champs de bataille et dans les camps de la mort en Europe. Cette séquence tragique en dit long de ce que peut produire une explosion financière. Il ne s'agit pas de dire ici que l'Histoire est en train de bégayer et que nous devons nous préparer au pire, seulement de montrer combien les dérives

de la finance aux atours techniques peuvent compter d'incidences sur nos vies. C'est donc sur ce visage de la crise – déterminant sur le reste, en particulier le chômage – que nous insisterons.

De la dette privée à la dette des Etats

C'est bien une crise de la dette privée qui est pour partie à l'origine de la crise des dettes souveraines (ou des Etats). Au cours des années 2000, l'endettement des ménages s'était fortement accru au point que l'économiste Patrick Artus relevait en 2007 que « *sans l'augmentation de la dette des ménages, la croissance serait nulle dans la zone euro* ». Cet envol du crédit était lié à la politique de facilitation des prêts, au recul général des rémunérations mais également à l'accroissement des inégalités qui poussait les ménages les plus pauvres à en dépendre de plus en plus.

Outre l'essor du crédit, c'est sa nature de plus en plus douteuse qui posait problème, surtout aux Etats-Unis où la crise financière est survenue avant de se généraliser à l'échelle mondiale. Pratiques outre-Atlantique, les fameux subprimes ou crédits hypothécaire destinés aux ménages les moins solvables sont bien les déclencheurs de cette crise. Si ces prêts demeuraient peu coûteux les premières années de remboursement, ils devenaient plus lourds par la suite d'où le terme de *sub*-prime. Par ailleurs, ils permettaient d'accroître la possibilité d'emprunt des ménages concernés au fur et à mesure que la valeur de leurs logements augmentait. Nous étions dans la bulle immobilière, rappelons-le.

Or, avec le retournement de la situation de l'immobilier aux Etats-Unis dès 2007, les banques qui avaient émis massivement ces types de crédits se sont exposées à l'incapacité croissante de leurs clients à les rembourser. Aussi, les ménages américains furent-ils frappés de saisies par les banques qui, pour récupérer la valeur prêtée, cherchèrent à les revendre, accélérant ainsi la chute de l'immobilier et les pertes financières pour elles mêmes. Les difficultés des banques américaines commencèrent alors avant de s'approfondir du fait de la titrisation des subprimes (voir encadré).

La titrisation des subprimes

Les banques américaines émettrices de crédits subprimes avaient transformé ceux-ci en titres boursiers qui s'échangeaient sur les marchés financiers. L'opération de « titrisation » permettait de sortir les prêts du bilan de la banque et donc de lever un garde-fou. En effet, une banque qui prête doit disposer d'une réserve de fonds propres pour faire face aux difficultés éventuelles de l'emprunteur. Avec la titrisation, cette précaution volait en éclat. Tant que le marché de l'immobilier augmentait, ces titres prenaient de la valeur – ce qui a attiré les convoitises - mais avec son effondrement ceux-ci ont dérapé et les banques ont vu leur situation se détériorer : d'une part, parce que ces titres toxiques acquis par elles voyaient leur valeur chuter et, d'autre part, parce que les prêts entre banques pour se refinancer étaient devenus très difficiles.

Au final, ce sont les Etats qui, en injectant des milliards de liquidités, ont sauvé le système bancaire de la banqueroute. Mais ce sont ces mêmes Etats qui allaient être les plus exposés à la seconde séquence de la crise. Si le système bancaire a été sauvé, les conditions de crédits se sont en effet durcies par la suite accélérant la récession économique et le chômage, les Etats se devant alors d'augmenter leurs dépenses de relance tandis que leurs recettes fiscales adossées à un travail de plus en plus rare et à une consommation en berne ont plafonné.

Sur des Etats très endettés comme pouvaient l'être certains, notamment la Grèce et l'Italie, ce fut le coup de grâce. Mais même en Espagne, dont on saluait le niveau relativement faible de la dette publique en 2007, le sauvetage d'un système bancaire particulièrement imprudent a conduit à un doublement de la dette publique en quatre ans.

Le deuxième temps de la crise financière se trouve donc là, dans cet alourdissement nouveau du fardeau des Etats, provoqué par la crise bancaire survenue à partir de 2007. Et, désormais, se pose la question de la capacité de certains Etats et collectivités à rembourser leur dette.

Des fautes et des responsabilités

Véritables arbitres sur les marchés financiers, ce sont les fameuses *agences de notation* qui tiennent le rôle d'évaluation de la capacité d'une institution - par exemple un Etat - à rembourser sa dette : si elles en viennent à abaisser la note d'un Etat, celui-ci devra en principe emprunter à des taux d'intérêt plus élevés aux prêteurs pour les inciter à prendre le risque de le financer, ce qui accroît encore plus la charge de sa dette. Or il s'avère que, après avoir été négligentes dans la prévention de la crise de la dette privée, les agences de notation ont durci leurs critères. Après le temps du laxisme est venu le temps de la sévérité, souvent injuste !

Cette erreur des agences s'ajoute à **la faute de certains Etats** européens aujourd'hui dans l'œil du cyclone. En Grèce notamment, le parti de la nouvelle démocratie alors au pouvoir avait menti sur la réalité de ses comptes publics. Et c'est leur dévoilement par le nouveau pouvoir du PASOK - congédié depuis - qui a déclenché l'incendie en Europe à partir de 2010. Dans ce pays, sans cadastre, sans impôts sur des secteurs très florissants comme celui des armateurs, la ressource fiscale est très réduite tandis qu'il compte les dépenses militaires les plus élevées d'Europe par tête d'habitant. Depuis, la Grèce n'en peut plus de couper dans ses dépenses, souvent au détriment des citoyens de plus en plus paupérisés.

A cette faute grecque s'est ajoutée une faute européenne, celle de n'avoir pas exercé sa solidarité rapidement pour venir éteindre l'incendie. Seule l'annonce de la garantie de la dette publique de l'Etat grec par la Banque centrale européenne aurait pu empêcher que les prêteurs ne demandent des primes supplémentaires pour la financer. N'ayant pas fait cela, les agences de notation ont émis des doutes sur d'autres pays de la zone euro - l'Italie, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal - et les prêteurs ont demandé des primes de risques supplémentaires pour leur prêter de l'argent. Aussi ces pays doivent-ils acquitter des taux d'intérêt très lourds pour leurs nouveaux emprunts, au détriment des investissements économiques et sociaux. Ils affrontent aujourd'hui une crise très violente que la France subit également même si l'intensité est moindre. Quant à la Grèce, elle a été jusqu'au défaut de paiement tant la charge des intérêts proposés était rédhitoire. Dans tous les cas, la seule solution envisagée est de couper davantage dans les budgets, au risque de faire sombrer l'ensemble des économies de la zone euro dans une spirale de défiance où personne ne veut plus prendre le risque d'investir ou de consommer. Par-delà toutes les crises, nous affrontons bien une crise de confiance.

La technique, la morale et la politique : des ordres en désordre

Cette rapide évocation montre que l'on peut retenir au moins trois niveaux d'analyse. **Dans l'ordre strictement technique**, il faut admettre que des instruments financiers ont dysfonctionné - par exemple les *subprimes* - mettant en doute une certaine ingénierie financière et montrant que le progrès a toujours des limites surtout s'il est mal orienté ; d'autre part, rappelons que les agences de notation ont été par trop négligentes avant d'être brutales et que le panurgisme des marchés financiers a aggravé les effets de cette soudaine vigilance.

Cependant, on ne peut s'empêcher de déplacer le curseur vers **un autre ordre, celui de la morale**, et constater bien des manquements : l'ingénierie financière et l'appétit des marchés financiers, coupables du premier temps de la crise financière, illustrent « le triomphe de la cupidité » tel que le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz l'a souligné. Pensons à toutes ces nouvelles fortunes de traders ou autres qui se sont créées si rapidement à l'ombre des marchés financiers ! De même, le temps de la crise des dettes souveraines démontre le mensonge et le clientélisme des gouvernements grecs et l'égoïsme de certains Etats européens, notamment l'Allemagne qui freine des quatre fers pour préserver ses supposées positions favorables.

Enfin, un deuxième déplacement de curseur s'impose vers **l'ordre politique** pour décrypter des choix dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences. Il nous faut pointer notamment la décision prise en pleine guerre froide par le président américain, Ronald Reagan, et le Premier ministre britannique, Margareth Thatcher, de lancer une révolution néoconservatrice (sic !) dont le but était de déréguler l'économie et la finance afin de créer davantage de richesse et d'emplois. Cette nouvelle pratique politique a d'une part conduit à lever les contrôles sur la finance internationale dont certains furent mis en œuvre après la crise de 1929. Avec cette révolution libérale, il s'agissait de faciliter l'accès à l'argent en allant plus vite - on supprimait les intermédiaires et les contrôles - et plus loin, c'est-à-dire que les frontières de la finance volaient en éclat. La suspension de ces verrous a facilité la prise du pouvoir par la finance et les désordres si destructeurs qu'elle induit.

D'autre part, cette nouvelle politique n'est pas étrangère au décrochage entre les rémunérations et les profits, lourds de conséquences aujourd'hui. Alors que pendant les Trente glorieuses (1945-1975) le partage de la richesse entre rémunérations et profits était stable d'une année sur l'autre, la part des premières dans le PIB a reculé nettement par rapport aux secondes à partir des années 1980. Ainsi la part des rémunérations est passée de 68% en 1980 à 56% aujourd'hui dans les pays de l'OCDE, un mouvement inverse s'étant produit pour les profits. Cette évolution a eu deux effets : d'une part, elle a limité les rentrées financières pour les Etats, comme le nôtre, car la fiscalité repose essentiellement sur les revenus du travail. D'autre part, le recul des rémunérations et donc du pouvoir d'achat a dû être comblé en partie par le recours beaucoup plus massif au crédit bancaire. Certes, le chômage explique

la grande modération salariale mais tout indique que c'est bien aussi sous la pression des marchés financiers, à savoir des épargnants individuels comme chacun de nous ou des institutions y échangeant leurs actifs, que l'équilibre du couple profits/rémunérations a été en partie modifié : toujours plus de profits contre moins de rémunérations ! Cependant, si l'on regarde les profits dont la part a augmenté dans le PIB, il faut aussi considérer comment ceux-ci se répartissent. On découvre alors que la progression des profits des acteurs financiers s'est faite au détriment des investissements. Tout cela pèse donc aussi sur la compétitivité des entreprises dans un contexte mondial concurrentiel, lui-même atteint de désordres ravageurs, notamment du fait des dumpings monétaires, sociaux et environnementaux qui s'y déploient.

Enfin, toujours dans l'ordre politique, la construction européenne, inédite et porteuse d'avancées, semble être encore mal engagée sur le plan politique : les attermoissements dans le domaine fiscal, budgétaire et institutionnel entravent le fonctionnement de l'espace européen et sa capacité à résister aux offensives des marchés financiers. En créant une monnaie et une politique monétaire uniques sans les doubler d'une politique budgétaire et sociale européenne digne de ce nom, capable de contrebalancer les écarts de compétitivité entre Etats, on a contribué à fragiliser un espace pourtant prometteur.

Devant ce constat, il ne faudrait pas pour autant succomber à une sorte d'*idéologie de l'impossible* qui consiste à penser que plus rien ne peut être opposé à ces dérives. Si les problèmes sont donc avant tout politiques, des solutions du même ordre existent. Certes, il n'est pas dans notre mandat ni dans nos compétences de les proposer ici mais nous saluons tous les efforts faits à quelque échelle que ce soit pour remonter la pente de la crise. Des chefs d'entreprise luttent au quotidien pour sauvegarder l'emploi tandis que des politiques, des acteurs de la société civile et des chercheurs se lèvent pour proposer des moyens en vue d'un meilleur avenir. Parmi eux, une fiscalité juste, la promotion de l'économie sociale et solidaire, de nouvelles régulations financières et une transparence des marchés, la lutte contre les paradis fiscaux, la création d'une véritable taxation des transactions financières, la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires qui faciliterait notamment le financement des PME, une transformation de l'espace politique européen, une meilleure régulation du commerce mondial en luttant contre les dumpings divers, le réajustement de l'équilibre entre profits et rémunérations, la transition écologique comme source d'une autre prospérité, etc. Par-delà ces choix politiques, nous saluons aussi tous les efforts de ceux qui osent aussi poser la question des finalités du développement, plus que jamais impérieuse.

Résistance et espérance

Le chrétien ne peut accepter cette idéologie de l'impossible. Même s'il n'y a pas de programme politique chrétien – heureusement ! –, des valeurs animent les disciples du Christ, qui ont sans doute quelque chose à dire devant les dérives auxquelles nous assistons. Dans l'Evangile, le *refus de la toute puissance*, quelle que soit sa source – le pouvoir, l'argent –, est partout présent tandis que la sève de la liberté et de la solidarité y coule en permanence. Tout cela doit éclairer notre regard.

Quand Jésus oppose l'amour de Dieu à celui de l'argent (Matthieu 6,24 ; Luc, 16,13), il oppose deux relations, l'une qui libère, l'autre qui aliène. Cette violente critique de l'argent ne nous demande pas de nous déprendre de lui mais de garder le pouvoir dessus. Pas de critique de l'argent en soi, mais du danger d'en faire la ligne d'horizon de nos vies. Or, justement, c'est bien une prise de contrôle par la finance qui fait tant de mal à nos sociétés. Comme le pouvoir, l'argent doit donc être évalué à sa juste mesure : autrement dit, il s'agit d'en faire un moyen, ni plus ni moins, mais un moyen de faire le bien comme le rappelle *la pensée sociale chrétienne*. Et ce bien peut se matérialiser par l'effort d'investissement d'une part, et par l'exigence de solidarité d'autre part, qui passe, par exemple, par l'acceptation pleine et entière de l'impôt.

Investissement et solidarité sont deux faces nécessaires à l'équilibre social. Ce couple-là rejoint sans doute, sinon la lettre, du moins l'esprit de la parabole des talents (Matthieu 24, 14-50) : chacun doit agir selon ses moyens tandis qu'il est responsable des autres à la mesure de ses dispositions. Cultiver ses talents et les offrir, c'est être juste avec soi-même et c'est être juste avec les autres. Cet effort de justice est la condition même de la paix. Comme l'avait dit le psalmiste « Justice et Paix s'embrassent » (Psaume 84,11). A l'inverse, le torrent de la violence est prêt à sortir de son lit chaque fois que les digues de la justice reculent. Or il semble que celles-ci cèdent en ces temps de toute puissance financière. A nous chrétiens, avec d'autres, de les renforcer. A notre mesure mais avec le discernement de la raison et la force de l'espérance !

Une résistance chrétienne qui vient de loin

A la suite des Evangiles, les chrétiens ont souvent dénoncé le pouvoir de l'argent et le mauvais usage qui en est fait. Ainsi en pleine crise économique au début des années 30 que l'on rapproche souvent de la crise actuelle, l'encyclique *Quadragesimo Anno* dénonçait la cupidité de certains, à l'origine des déséquilibres sociaux et économiques d'alors. Cette critique demeure d'actualité.

« La concentration des richesses, l'accumulation d'un pouvoir économique discrétionnaire, aux mains d'un petit nombre d'hommes qui d'ordinaire ne sont pas les propriétaires, mais les simples dépositaires et gérants du capital qu'ils administrent à leur gré. [...] Cette concentration du pouvoir et des ressources est le fruit naturel d'une concurrence dont la liberté ne connaît pas de limites ; ceux-là seuls restent debout, qui sont les plus forts, ce qui revient à dire qui luttent avec le plus de violence, qui sont les moins gênés par les scrupules de la conscience. [...] A la liberté du marché a succédé une dictature économique ».

Cette vigilance s'exprime à toutes les époques mais aussi dans tous les espaces. Récemment, 150 théologiens américains se sont ainsi engagés dans le débat électoral, pour mettre en garde contre les menaces que représente le programme du candidat Romney en matière de justice sociale.

Claudy Bernard, Pierre Blanc, Françoise Boutiq-Marty, Frédéric Chauveau, Odile Claireaux, Patrice Desbordes, Michel Laborde, Solange Lafitte, Laurent Marty.

Pour réagir à ce texte, vous pouvez envoyer un mail à l'adresse suivante : cerca40@laposte.net